



*Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).*

**POINT 41 DE L'ORDRE DU JOUR :**

**Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (suite) :**

**a) Rapport du Conseil du commerce et du développement [A/8403/Add.1 (deuxième partie); A/8415/Rev.1; A/C.2/270 et Corr.1]**

1. M. MOLINA DUARTE (Venezuela) félicite le Secrétaire général de la CNUCED, ainsi que le Président du Conseil du commerce et du développement et le Rapporteur général de la Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept de leurs interventions et souligne l'importance des travaux de la troisième session de la CNUCED, et en particulier des nouvelles questions qui y seront examinées, à savoir la situation monétaire internationale, les effets économiques du désarmement, l'environnement et le développement économique, et la fermeture du canal de Suez.

2. Selon la délégation vénézuélienne, la troisième Conférence donnera l'occasion d'évaluer la situation qui résulte de la crise monétaire actuelle, et notamment ses répercussions sur le commerce international, particulièrement en ce qui concerne les pays en voie de développement. Elle permettra également de réexaminer le fonctionnement du mécanisme institutionnel de la CNUCED et de prendre des décisions sur les réformes nécessaires en la matière. Il convient que la CNUCED, à sa troisième session, révise ses règlements institutionnels en vue de renforcer sa capacité de négociation et de donner un caractère plus opérationnel à ses recommandations, de manière à atteindre les objectifs fondamentaux de la Conférence énoncés dans la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale.

3. Pour ce qui est du problème des produits de base, qui est un des grands problèmes de la CNUCED, la délégation vénézuélienne considère que le secrétariat de la CNUCED devrait organiser, avant la troisième Conférence, des consultations intergouvernementales sur les phosphates, le fer et le manganèse.

4. En matière de politique des prix, le Venezuela a maintenu sa position tendant à fixer des prix rémunérateurs pour les producteurs et équitables pour les consommateurs. De plus, il estime que le prix par unité des produits primaires exportés par les pays en voie de développement devrait être lié au prix des articles manufacturés fabriqués dans les pays développés à partir de ces produits primaires.

Il serait bon en outre, pour promouvoir la coopération entre les pays en voie de développement, d'encourager les pays exportateurs de matières premières à se grouper, afin de stabiliser le marché des produits de base.

5. A propos du système généralisé de préférences, M. Molina Duarte fait observer combien il est important pour les pays en voie de développement que soit maintenu le Comité spécial des préférences; il propose de charger ce comité, de préférence à la Commission des articles manufacturés, de contrôler l'application du système. En effet, la Commission devrait continuer plutôt à se consacrer à l'étude et à l'examen de questions importantes, comme celles qui concernent les obstacles non tarifaires et les restrictions quantitatives. A cet égard, la délégation vénézuélienne se félicite des progrès réalisés par les pays nordiques, les Pays-Bas et l'Australie dans l'application du système généralisé de préférences. Dans ce sens, elle lance un appel aux pays industrialisés qui n'ont pas encore mis en pratique les mesures d'application du système de préférences pour qu'ils le fassent dès que possible.

6. Abordant la question de la science et de la technique, M. Molina Duarte note que le transfert des techniques est très important pour les pays en voie de développement; soulignant son coût élevé, il note les déformations subies par les structures des économies des pays en voie de développement lorsque ceux-ci adoptent des techniques qui ne conviennent pas à leur niveau de développement, ainsi que les imperfections du marché des techniques et leurs conséquences défavorables pour les pays en voie de développement. La délégation vénézuélienne estime que la création du Groupe intergouvernemental au sein de la CNUCED constitue un moyen efficace de résoudre ces problèmes. M. Molina Duarte réitère son appui à la résolution 2726 (XXV), surtout à l'alinéa 2 de son préambule. Il estime nécessaire que la Conférence s'attache particulièrement à certains aspects du problème des techniques, à savoir au système juridique international qui régit le transfert des techniques, à l'identification et l'évaluation des possibilités techniques offertes par la communauté internationale et à la formation de spécialistes des pays en voie de développement en vue de les aider à formuler et administrer des politiques nationales pour la mise au point et l'adoption de techniques.

7. En fait, la délégation vénézuélienne considère qu'il n'y a pas de transfert des techniques mais seulement un flux unilatéral de techniques inadéquates en ce sens qu'elles utilisent très peu de main-d'œuvre et de matières premières, ressources précisément abondantes dans les pays en voie de développement; de plus, les pays en voie de développement sont tenus de dépenser de fortes sommes en devises pour acquérir ces techniques le plus souvent mal adaptées aux

besoins particuliers de chaque pays. C'est pour ces raisons que le Venezuela a appuyé ouvertement les travaux réalisés par le Groupe intergouvernemental au sein de la CNUCED.

8. En conclusion, M. Molina Duarte se réserve de prendre la parole au moment où seront distribuées aux membres de la Deuxième Commission les résolutions sur la science et sur la technique, dont le Venezuela est l'un des auteurs.

9. M. NEPALI (Népal) souligne l'importance, pour les pays en voie de développement, du commerce international dont la progression est l'un des buts de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Il constate avec regret que les progrès enregistrés en 1970 par les pays en voie de développement dans le domaine du commerce international sont moindres que l'année précédente, que l'application de mesures protectionnistes gagne en popularité et que des politiques sont adoptées en vue de restreindre l'aide aux pays en voie de développement. Il note également que les produits synthétiques font de plus en plus concurrence aux produits naturels, que des pressions inflationnistes défavorisent la promotion du commerce international, et que les taux de fret augmentent. M. Nepali fait ensuite observer que la situation des pays en voie de développement, y compris des pays sans littoral et des pays les moins avancés, s'est détériorée par suite de nouveaux retards dans le transfert des techniques des pays industrialisés. Il attire enfin l'attention des pays développés sur le fait que le non-respect des conventions internationales empêche les pays du tiers monde de développer leur commerce au niveau international et d'atteindre l'objectif de croissance envisagé dans la Stratégie internationale du développement. En résumé, M. Nepali estime que l'application de la Stratégie est en danger par suite du renforcement de plus en plus grand des obstacles tarifaires et non tarifaires et que des mesures pragmatiques et positives doivent être prises pour y remédier. Dans ce contexte, la CNUCED a un rôle décisif à jouer : elle doit, d'une part, encourager le commerce international afin d'accélérer le développement économique des pays en voie de développement et, d'autre part, adopter des mesures spéciales en faveur des moins avancés de ces pays et des pays sans littoral. L'ordre du jour de la troisième session de la CNUCED englobe toutes les questions directement liées à la promotion du commerce du tiers monde, et la délégation népalaise ne peut que s'en féliciter. Toutefois, elle estime que les besoins des petites nations devraient recevoir un rang de priorité élevé, compte tenu des vues déjà exprimées à cet égard par les Etats Membres et du fait que la Stratégie prévoit certaines mesures spéciales.

10. M. Nepali présente ensuite quelques observations à propos de la Déclaration et des principes du programme d'action de Lima, dont il résume le contenu; il estime que la troisième session de la CNUCED devrait en tenir compte pour dégager des conclusions réalistes.

11. La part des pays en voie de développement les moins avancés et des pays sans littoral dans le commerce mondial étant très faible, M. Nepali estime que la CNUCED devrait s'occuper particulièrement de ce problème à sa troisième session. Il estime indispensable que la CNUCED, en collaboration avec d'autres importants organes des Nations

Unies et d'autres institutions internationales, établisse des programmes orientés vers l'action et mieux adaptés aux besoins urgents des pays en voie de développement, tout particulièrement aux moins avancés d'entre eux et aux pays sans littoral. Selon lui, il faut s'assurer la coopération des pays développés, mais il faut aussi que les pays en voie de développement coopèrent entre eux sur une base régionale et sous-régionale. Ce n'est que grâce à des efforts de coopération dans l'application de programmes décidés par consensus ou à la suite de l'adoption d'une résolution que les Etats membres de la CNUCED pourront obtenir des résultats importants. Il ne faut pas que se répète l'échec de la deuxième session, dont les grandes décisions n'ont pas encore été appliquées. En fait, la CNUCED peut jouer un rôle efficace dans la promotion du commerce et du développement, mais à condition seulement que tous les Etats qui en font partie lui apportent une coopération sans réserve.

12. M. FRAZÃO (Brésil) fait observer que la troisième session de la CNUCED se déroulera au milieu d'une grande incertitude quant à l'évolution future des structures économiques internationales, en raison essentiellement de la crise monétaire actuelle. Il est certain que cette crise non seulement met en danger les relations économiques entre pays développés eux-mêmes, mais nuit aux efforts des nations en voie de développement et à l'application d'un système de coopération internationale aux fins du développement. Aussi, la CNUCED devra-t-elle s'efforcer, à sa troisième session, d'éliminer les nouveaux obstacles qui s'opposent à la coopération économique, afin de poursuivre ses travaux sur une base plus sûre. En outre, les pays développés devront être amenés à se rendre compte que le monde en voie de développement ne peut pas perdre plus de temps. Se référant à l'atmosphère qui régnait durant la deuxième session à New Delhi, tenue à un moment où la crise des liquidités affectait les finances internationales, M. Frazão exprime l'espoir que les pays développés ne prendront pas cette fois encore prétexte d'une crise conjoncturelle pour éviter d'adopter des mesures efficaces en faveur des pays en voie de développement.

13. M. Frazão se réfère ensuite aux diverses catégories d'activités dont devra s'occuper la troisième session de la CNUCED, telles qu'elles ont été définies par l'Assemblée générale dans sa résolution 2725 (XXV). En premier lieu, la Conférence devra revoir les progrès réalisés dans l'application des mesures dont il a été convenu dans le contexte de la Stratégie et en favoriser la continuation. Si l'Assemblée générale accentue clairement le lien entre la troisième Conférence et l'application de la Stratégie, c'est que la plupart des mesures dont il a été convenu dans le contexte de la Stratégie ont trait au commerce et au développement et relèvent donc de la compétence de la CNUCED et que, depuis l'adoption de la Stratégie, c'est la première fois que la communauté internationale se réunit pour étudier des questions économiques. L'examen de l'évolution récente et des tendances à long terme du commerce et du développement mondial, qui aura lieu à la troisième Conférence, devrait conduire à l'adoption de nouveaux principes mettant à jour les principes contenus dans l'Acte final de la première session de la CNUCED.

14. En deuxième lieu, la troisième Conférence devrait aboutir à un accord en termes plus précis sur les questions

qui n'ont pas été pleinement résolues dans la Stratégie. Ainsi, certaines délégations ayant exprimé des réserves à propos de certaines recommandations contenues dans la Stratégie, les participants à la troisième Conférence devraient faire un effort pour qu'elles soient retirées; M. Frazão donne en exemple les réserves émises à propos des paragraphes portant sur l'aide des pays économiquement avancés, dont l'objectif avait été fixé, pour le milieu de la décennie au plus tard, à 0,7 p. 100 au minimum de leur produit national brut. Selon M. Frazão, il faut également obtenir un accord en des termes plus précis sur d'autres mesures qui, au moment où la Stratégie a été adoptée, n'ont réussi à obtenir qu'un consensus limité de la part des pays développés, comme cela a été le cas par exemple pour des ajustements à prendre par les pays développés.

15. En troisième lieu, et toujours conformément aux dispositions de la résolution 2725 (XXV), la troisième Conférence devrait rechercher de nouvelles zones d'accord. Ainsi, on pourrait envisager la création d'un lien entre les droits de tirage spéciaux et les ressources financières additionnelles pour le développement et, d'autre part, établir des objectifs précis dans le domaine de la science et de la technique. A ce propos, M. Frazão ajoute que les participants à la troisième Conférence pourraient peut-être s'efforcer d'adopter de nouvelles mesures en faveur des pays en voie de développement dans le domaine du transfert des techniques, qui a pris du retard en comparaison avec d'autres secteurs relevant de la CNUCED.

16. En quatrième lieu, la troisième Conférence devrait élaborer de nouvelles notions et rechercher un accord sur les mesures additionnelles. Elle devrait donc résister à la tentation de l'inertie et de l'apathie pour avoir l'influence que l'on attend d'elle.

17. A cet égard, le réexamen des dispositions structurelles et institutionnelles de la CNUCED, telles qu'elles sont définies dans la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, se prête particulièrement à des initiatives de ce genre. Du fait de l'adoption de la Stratégie internationale du développement, qui accroît l'importance du rôle de la CNUCED en matière de négociation, et du fait de circonstances qui ébranlent encore les structures actuelles de la coopération internationale pour le développement, il est tout à fait approprié que la troisième Conférence procède à ce réexamen, comme cela a été indiqué lors de la deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept. Le rôle que peut jouer la CNUCED pour susciter la volonté politique nécessaire à son bon fonctionnement est particulièrement important.

18. La CNUCED est le meilleur organisme dont disposent les pays en voie de développement pour procéder à la réforme des relations économiques internationales dans leur intérêt. Si cette réforme doit être entreprise dans le cadre de nouveaux principes, les membres de l'Organisation ont donc le devoir d'améliorer la CNUCED afin de l'adapter aux nouvelles conditions de la vie internationale. La délégation brésilienne espère sincèrement que la troisième Conférence témoignera de la maturité politique de l'Organisation en prenant les décisions voulues pour apporter les ajustements nécessaires au mécanisme de la CNUCED, voire à la nature

même de l'Organisation, selon les orientations définies par le Groupe des Soixante-Dix-Sept en 1964.

19. Les quatre catégories d'activités mentionnées par M. Frazão ont, selon lui, un aspect commun, à savoir la négociation, et les pays en voie de développement espèrent qu'il sera l'élément dominant à la troisième Conférence. Si celle-ci ne parvient pas à susciter de négociations concrètes sur les questions laissées pendantes dans la Stratégie, l'Organisation devra malheureusement admettre que l'optique dynamique dans laquelle la deuxième Décennie du développement a été abordée se trouve singulièrement compromise dès le début de la décennie. C'est dans ce souci profond de faire de la troisième Conférence le cadre de négociations concrètes que le Groupe des Soixante-Dix-Sept a approuvé son programme d'action. Celui-ci représente un pas essentiel pour les pays en voie de développement dans le domaine du commerce et du développement, d'une part, parce qu'il embrasse toutes les activités importantes de développement du tiers monde et, d'autre part, parce que les pays en voie de développement sont parvenus à une position commune sur des questions touchant les intérêts particuliers des pays les moins développés. Ces deux raisons suffisent à montrer le sérieux et la détermination du Groupe des Soixante-Dix-Sept.

20. La deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept a également le mérite d'avoir précisé ou présenté sous un jour nouveau beaucoup des propositions formulées par les pays en voie de développement qui n'ont pas encore obtenu le consensus de la communauté internationale. C'est le cas notamment des questions concernant les produits primaires, le financement, les barrières non tarifaires et les pratiques commerciales restrictives. Le Groupe a également précisé et ajusté sa position sur des questions qui ont déjà été examinées favorablement par la CNUCED, à savoir les transports maritimes, le transfert des techniques et le commerce des articles manufacturés et des produits semi-finis. Grâce au volume accru des études effectuées par la CNUCED et à l'examen sérieux que leur ont consacré les gouvernements participants, le Groupe est parvenu à formuler des propositions claires et concrètes qui peuvent servir de base solide aux négociations. En outre, la Déclaration et les principes du programme d'action de Lima sont présentés à la communauté internationale en temps opportun pour qu'elle les analyse avant la troisième Conférence. Le représentant du Brésil est convaincu que cette analyse contribuera à susciter une atmosphère de compréhension lors des consultations préliminaires entre pays développés et pays en voie de développement qui doivent avoir lieu à Genève et, surtout, lors des négociations à la troisième Conférence elle-même. La délégation brésilienne accueille avec satisfaction les mesures annoncées par les pays développés d'Europe orientale en vue de parvenir à une position commune pour la troisième Conférence et elle les prie, lors de leurs réunions, de consacrer au programme d'action du Groupe l'examen qu'il mérite.

21. Pour que les efforts de la communauté internationale portent leurs fruits, il faut également disposer de délais suffisants pour les négociations et cinq semaines constituent à peine un minimum. Il serait peut-être sage que les réunions préalables durent quatre jours au lieu de deux, les questions d'organisation étant d'ordinaire difficiles à régler.

22. Les directives générales qui seront adoptées à la présente session de l'Assemblée générale représentent le meilleur moyen d'assurer que la troisième Conférence renforcera la confiance que les pays en voie de développement placent dans la coopération internationale comme instrument efficace de leur croissance économique.

23. M. VIAUD (France) estime qu'il est impossible d'aborder la question de la préparation de la troisième session de la CNUCED sans évoquer la Conférence de Lima. La délégation française examine la Déclaration et les principes du programme d'action avec beaucoup d'intérêt et de sympathie. Ce document peut être d'une très grande utilité pour la phase préparatoire de la troisième Conférence. Malheureusement, il est difficile de porter un jugement sur un programme aussi dense, car les gouvernements ont besoin de temps pour se prononcer. Toutefois, M. Viaud est déjà en mesure d'indiquer tout d'abord que le Gouvernement français fera de son mieux pour formuler des suggestions constructives sur les principaux sujets qu'abordera la Conférence et qu'il essaiera, lorsque l'unanimité ne peut se faire, de trouver des formules et des solutions acceptables pour la majorité des pays. Deuxièmement, dans le cadre des discussions qui ont actuellement lieu à l'OCDE, les membres de cette organisation n'épargnent aucun effort pour contribuer au succès de la troisième Conférence, et M. Viaud espère que cet exemple sera suivi par d'autres organisations régionales de sorte que leurs membres éviteront d'aborder cette conférence en ordre dispersé. Toutefois, la tâche des pays occidentaux n'est pas aisée. M. Viaud convient avec le représentant du Brésil qu'il faut éviter d'aborder la Conférence dans un esprit de routine, mais il faut pour cela provoquer dans les diverses capitales une prise de conscience de la gravité et de l'urgence des problèmes qui seront traités à la Conférence. A cet égard, il ressort déjà des travaux préparatoires que la volonté de résoudre ces problèmes existe.

24. En ce qui concerne les problèmes concrets d'organisation, la délégation française approuve le lieu, les dates et la durée envisagés. Elle a été informée des efforts déployés par le Gouvernement chilien ainsi que des progrès considérables qui ont été accomplis dans la construction des bâtiments nécessaires, et elle a bon espoir que ces préparatifs seront terminés en temps voulu pour que la Conférence s'ouvre dans un climat propice. Elle espère que les autorités chiliennes sont suffisamment aidées par le secrétariat de la CNUCED. A cet égard, la participation de M. Pérez-Guerrero aux travaux préparatoires et les études préliminaires du secrétariat de la CNUCED devraient permettre d'amorcer les débats sans perte de temps.

25. Quant à l'organisation des travaux de la Conférence, M. Viaud met les représentants en garde contre le danger de prévoir un trop grand nombre de réunions : la session tenue à New Delhi a montré qu'on en arrive alors à procéder à la hâte et dans une certaine confusion. Il convient également d'organiser les réunions des organes subsidiaires de sorte qu'elles n'aient lieu que pendant une partie seulement de la Conférence et que les experts puissent être disponibles au moment voulu.

26. La délégation française approuve l'ordre du jour provisoire établi par le Conseil du commerce et du

développement. Premièrement, en ce qui concerne les thèmes nouveaux de cet ordre du jour, M. Viaud convient que la CNUCED doit exercer une responsabilité particulière pour ce qui est de la situation monétaire actuelle, mais à condition de la limiter aux conséquences de cette situation sur le commerce des pays en voie de développement ainsi que sur la nature et le volume de l'assistance qui leur est fournie; elle ne doit pas se substituer à d'autres organismes plus compétents en la matière. Deuxièmement, pour ce qui est de la question des pays en voie de développement les moins avancés, il convient de coordonner les travaux de la commission spéciale prévue à cet effet avec ceux des autres commissions telles que, par exemple, celle des produits de base, pour que ces commissions ne parviennent pas à des conclusions différentes. Le troisième centre d'intérêt de la troisième Conférence est la réforme institutionnelle de la CNUCED. A cet égard, M. Viaud rappelle que la France est opposée à la création d'une nouvelle institution spécialisée, tout en reconnaissant qu'il importe de rendre cette organisation plus efficace. Il lui semble cependant plus facile d'y parvenir en l'allégeant qu'en lui ajoutant de nouveaux organes qui risqueraient d'alourdir le mécanisme et de le faire tomber dans la routine.

27. Il faut espérer que les domaines traditionnels de la CNUCED ne seront pas oubliés à Santiago et seront envisagés sous un angle nouveau. Il faudra en particulier se pencher sur le problème des produits de base qui risque de s'aggraver du fait de la situation monétaire actuelle et de l'instabilité des changes. Le problème de l'assistance financière et économique devrait également être revu de manière à garantir la stabilité du volume de cette assistance; l'un des moyens d'y parvenir est d'aboutir à un accord sur l'objectif de l'aide publique, déjà fixé pour la deuxième Décennie, et qu'il conviendrait de confirmer. Le problème des invisibles et du transport maritime ne devrait pas non plus être négligé.

28. Il existe un lien très étroit entre la troisième Conférence et les objectifs de la Stratégie internationale du développement. M. Viaud est enclin à penser qu'il serait préférable que la troisième Conférence cherche à faire en sorte que les objectifs de la Stratégie soient respectés plutôt que dépassés, car ces objectifs sont loin d'avoir tous recueilli l'unanimité. Il y a lieu toutefois d'adapter certains d'entre eux à la situation économique mondiale, et le représentant de la France espère que celle-ci évoluera de façon à faciliter la solution des problèmes qui seront discutés à la troisième Conférence.

29. M. PANGGABEAN (Indonésie) dit que, ayant participé à la onzième session du Conseil du commerce et du développement et à la deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept, sa délégation peut attester que les déclarations faites au cours d'une séance précédente par le Secrétaire général de la CNUCED, le Président du Conseil du commerce et du développement et le Rapporteur général de la Réunion ministérielle portaient sur les points essentiels de ces réunions.

30. Les pays en voie de développement des trois groupes régionaux sont sans exception parvenus à la conclusion que les événements qui se sont produits récemment sur la scène internationale et qui prennent de plus en plus les propor-

tions d'une crise sont préjudiciables à leurs intérêts. Ils ont exprimé leur préoccupation dans la Déclaration de Bangkok, dans le rapport de la dernière Réunion ministérielle des pays africains et dans la Déclaration de Lima. La récente Réunion ministérielle de Lima a confirmé cette inquiétude, et les travaux accomplis à la onzième session du Conseil du commerce et du développement doivent être envisagés dans ce contexte. Toutes les réunions susmentionnées avaient pour objectif la troisième session de la CNUCED, où les pays en voie de développement espèrent raviver l'enthousiasme de la communauté mondiale pour la cause du développement et stimuler la volonté politique des pays développés.

31. L'importance exceptionnelle de la onzième session du Conseil du commerce et du développement tient au fait qu'elle établit un lien entre la Stratégie internationale du développement et la prochaine Conférence. Elle a réussi dans sa tâche principale qui consistait à établir un ordre du jour provisoire visant à donner à la Stratégie un départ vigoureux ainsi qu'à évaluer ses progrès. La délégation indonésienne comprend que l'étendue et le nombre des problèmes envisagés dans cet ordre du jour aient porté d'aucuns à redouter que les débats ne se prolongent au détriment de résultats concrets, mais il faut bien se rendre compte que la Conférence aura lieu dans des circonstances internationales inhabituelles et qu'elle est d'importance vitale pour les peuples en voie de développement.

32. Les problèmes fondamentaux auxquels les pays du tiers monde doivent faire face et les solutions recommandées pour les résoudre ont dans l'ensemble déjà été identifiés; certains principes d'action internationale ont déjà fait l'objet d'un accord, mais des événements récents ont amené certains pays développés à s'en départir et à compromettre ainsi l'œuvre réalisée après tant d'efforts à la CNUCED à la suite de négociations entre pays en voie de développement et pays développés. C'est pourquoi les pays en voie de développement estiment essentiel que l'ordre du jour de la troisième Conférence porte sur une large gamme de sujets. L'absence d'accord entre les pays avancés en vue de résoudre les problèmes monétaires actuels tend à aggraver la situation, et ce particulièrement au préjudice des pays en voie de développement dont les devises et les réserves sont faibles. La logique élémentaire exige que les pays en voie de développement participent aux consultations et aux décisions concernant la création d'un nouveau système monétaire.

33. Les pays en voie de développement se préoccupent également du fait que les conditions actuelles suscitent un retour à un protectionnisme étroit chez les plus grands. En effet, le revenu national des pays en voie de développement est encore largement tributaire de leur commerce extérieur et ils craignent même que les résultats obtenus jusqu'à présent au niveau national ne soient annulés. Les principes du commerce international qui ont déjà été acceptés au sein de la CNUCED doivent être respectés. En particulier, le maintien du *statu quo* pour les barrières tarifaires et non tarifaires des pays avancés constitue une base essentielle à la mise au point et à l'adoption de politiques d'accès aux marchés et de politiques des prix. Il se pourrait que le système généralisé de préférences tendant à diversifier les exportations des pays en voie de développement et à leur

faciliter l'accès aux marchés ne puisse être universellement appliqué du fait de la tendance au protectionnisme. La délégation indonésienne espère que la troisième Conférence se prononcera sur ces problèmes extrêmement importants pour le processus global du développement. La Déclaration de Bangkok a également proposé que les pays développés entreprennent, dans le cadre de la CNUCED, un programme d'action visant à éliminer progressivement les obstacles non tarifaires à l'entrée de produits primaires, y compris ceux qui sont transformés ou semi-transformés, dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en voie de développement. En tout état de cause, si la demande intérieure de produits primaires augmente dans les pays avancés, un traitement privilégié devrait être réservé aux exportations des pays en voie de développement.

34. Les pays en voie de développement doivent, pour leur part, intensifier la mise en valeur de leurs ressources naturelles mais, en ce qui concerne plus particulièrement les problèmes et politiques se rapportant aux produits primaires, ils peuvent considérablement renforcer leur position en concluant des accords sur certains produits, en créant des associations de producteurs et en s'engageant dans diverses autres formes de coopération.

35. Par ailleurs, il importe de donner une impulsion nouvelle au système généralisé de préférences; à cet égard, l'Indonésie souhaite que tous les produits inscrits aux chapitres 1 à 24 de la Nomenclature douanière de Bruxelles fassent l'objet d'arrangements préférentiels, sans réciprocité ni discrimination.

36. La question des pays en voie de développement les moins avancés a bénéficié d'un intérêt marqué à la onzième session du Conseil du commerce et du développement et à la Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept à Lima. On peut comprendre l'impatience de ces pays étant donné que la communauté internationale a été très lente à se rendre compte de leur situation particulièrement défavorisée; heureusement, elle semble maintenant avoir compris qu'il faut prendre des mesures spéciales en faveur de ces pays afin qu'ils puissent bénéficier pleinement et équitablement des mesures prises dans le cadre de la CNUCED et de la Stratégie internationale du développement. Il faudra cependant veiller à ce que ces mesures ne portent pas atteinte aux intérêts des autres pays en voie de développement.

37. La délégation indonésienne s'inquiète de la tendance croissante des pays développés à former des groupements économiques régionaux dont l'effet ne peut qu'être nuisible aux échanges et à la croissance des pays en voie de développement, alors qu'il faudrait au contraire veiller à ce que les avantages que tirent les pays développés de ces groupements se répercutent sur le reste du monde. Ces pays doivent accorder aux pays en voie de développement un traitement non moins favorable que celui qu'ils s'accordent réciproquement au sein de leurs groupements respectifs.

38. La délégation indonésienne exprime l'espoir que, malgré les échecs et les déceptions et malgré la crise économique et monétaire actuelle, la troisième session de la CNUCED arrivera à des résultats concrets. Elle est convaincue que la sagesse et le bon sens l'emporteront tant



dans les pays développés que dans les pays en voie de développement et que les objectifs fixés dans la Stratégie internationale du développement pourront être atteints.

39. M. LACKO (Tchécoslovaquie) estime qu'à la troisième session la CNUCED devra analyser la situation actuelle du commerce mondial, déterminer l'orientation de ses propres activités futures et formuler des recommandations en vue d'assurer l'expansion des relations économiques internationales. Avec la majorité des autres délégations, la délégation tchécoslovaque espère que la Conférence se prononcera en faveur de l'élimination des mesures restrictives unilatérales qui entravent les relations internationales et qu'elle favorisera le retour aux conditions normales du commerce international et l'observation, par tous les pays, des principes généraux devant régir les relations et les politiques commerciales internationales recommandés par la CNUCED à ses deux premières sessions, ainsi que des principes du GATT. La délégation tchécoslovaque exprime en outre l'espoir que la Conférence donnera l'attention voulue à l'importance des échanges entre pays à systèmes sociaux différents; qu'il sera bientôt mis fin aux pratiques suivies par certaines puissances pour lesquelles le commerce international est un instrument politique; que les entraves artificielles au développement du commerce avec les pays socialistes et au commerce international en général seront éliminées. Dans l'économie de la République socialiste tchécoslovaque, le commerce joue un rôle important; aussi le Gouvernement tchécoslovaque entend-il participer à l'expansion de la coopération économique internationale et du commerce international.

40. Le Gouvernement tchécoslovaque se rend compte du fait que la crise monétaire qui sévit actuellement dans le monde capitaliste aura des incidences très lourdes sur les travaux de la troisième session de la CNUCED et qu'elle assombrit toute perspective de développement de la coopération économique internationale. Comme il est dit dans le document publié par la Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept (A/C.2/270 et Corr.1), la crise monétaire internationale actuelle résulte d'un déséquilibre entre les pays développés à économie de marché, et elle a gravement atteint le système monétaire international dans ses fondements, influençant de façon défavorable le cadre international et les perspectives du développement et du commerce des pays en voie de développement. La délégation tchécoslovaque estime que la crise actuelle ne pourra être résorbée que par la normalisation des relations commerciales internationales sur une base d'égalité, l'élimination des mesures discriminatoires imposées par les grands pays et groupements économiques du monde capitaliste, l'application à la CNUCED du principe d'universalité et l'appui aux pays en voie de développement afin qu'ils puissent pleinement participer au développement du commerce international.

41. La délégation tchécoslovaque estime que la Déclaration et le programme d'action de la deuxième Réunion ministérielle de Lima constituent une contribution importante aux préparatifs en vue de la troisième session de la CNUCED. A ce propos, la délégation tchécoslovaque tient à souligner que la République socialiste tchécoslovaque attache une grande importance à la coopération économique avec les pays en voie de développement, auxquels

elle vient d'ailleurs de faire une large place dans le plan quinquennal adopté pour la période de 1971 à 1975.

42. La République socialiste tchécoslovaque s'attache à diversifier ses importations en provenance des pays en voie de développement et à étendre la coopération industrielle; dans le cadre du "Programme d'ensemble pour l'expansion et l'amélioration de la coopération et le développement de l'intégration économique socialiste des pays membres du Conseil d'aide économique mutuelle" (A/C.2/272), elle est disposée à intensifier sa coopération avec les autres pays, notamment les pays en voie de développement, même s'ils ne sont pas membres du Conseil.

43. Conformément aux principes léninistes de la coexistence pacifique entre pays à systèmes sociaux différents, le Gouvernement tchécoslovaque désire aussi étendre sa coopération économique aux pays développés du monde capitaliste, sur une base d'égalité et d'avantages mutuels. Si, depuis quelques années, le volume des échanges entre pays socialistes et pays capitalistes développés a augmenté, et si un certain degré de normalisation a déjà pu être atteint dans ce domaine, ces progrès se trouvent maintenant ralentis du fait que certains pays capitalistes développés et leurs groupements économiques fermés ont élevé un certain nombre de barrières de caractère discriminatoire. La délégation tchécoslovaque estime donc que la question du développement du commerce Est-Ouest devra occuper la place qui lui revient à la troisième session de la CNUCED. A son avis, le développement du commerce Est-Ouest ne peut avoir que des incidences positives sur le développement des échanges entre les pays socialistes et les pays en voie de développement.

44. La partie F du programme d'action du Groupe des Soixante-Dix-Sept (voir A/C.2/270 et Corr.1) traite des relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents. Il est regrettable qu'il n'y soit question que des pays socialistes d'Europe orientale, alors qu'il eût été souhaitable de mentionner également les pays développés à économie de marché dont certains sont largement responsables de la situation peu satisfaisante actuelle du commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents.

45. A sa onzième session, le Conseil du commerce et du développement a longuement examiné les problèmes que posent l'institution du système généralisé de préférences, l'élimination des obstacles non tarifaires et les pratiques commerciales restrictives. Personne ne conteste que la situation économique actuelle dans les pays capitalistes, l'application récente de mesures commerciales de caractère protectionniste et la crise monétaire du monde capitaliste ont des effets de nature à réduire sensiblement la valeur des préférences tarifaires accordées aux pays en voie de développement. Une solution serait d'appliquer les dispositions de la résolution 84 (XI) du Conseil du commerce et du développement dans laquelle le Conseil déclare que tous les pays intéressés, notamment les pays en voie de développement, devraient participer pleinement aux consultations et aux négociations concernant la réforme du système monétaire international.

46. Le représentant de la Tchécoslovaquie indique que son gouvernement a récemment accordé un traitement

préférentiel aux importations de produits agricoles et industriels en provenance des pays en voie de développement, préférences qui sont assorties d'un nombre minimum d'exceptions.

47. M. Lacko tient à attirer l'attention sur un problème qui revêt une grande importance pour les activités de la CNUCED. Il est un pays, la République démocratique allemande, qui entretient des relations commerciales avec la majorité des Etats membres de la CNUCED, mais qui ne peut participer aux activités de la Conférence du fait de l'obstruction systématique dont il fait l'objet de la part de certains pays; or cette obstruction ne peut que nuire à la CNUCED. Il est grand temps d'appliquer intégralement à la CNUCED le principe de l'universalité afin que la République démocratique allemande puisse occuper dans la coopération économique internationale la place qui lui revient.

48. M. AL-BAGHDADI (Irak) partage l'inquiétude exprimée par d'autres délégations en ce qui concerne les conséquences défavorables de la crise monétaire internationale actuelle. Aux conséquences de cette crise s'ajoutent de nombreux phénomènes négatifs, qu'a déjà soulignés le Conseil du commerce et du développement, et qui sont notamment l'apparition de tendances protectionnistes dans les grands pays industriels, la diminution du volume des exportations des pays en voie de développement, la chute des prix des produits de base exportés par les pays en voie de développement, la concurrence croissante faite à ces produits par les nouveaux produits synthétiques et l'insuffisance des transferts de ressources financières des pays développés aux pays en voie de développement. L'accumulation de ces phénomènes pose de graves problèmes aux pays en voie de développement et constitue de ce fait une menace réelle pour leur progrès économique et social.

49. Par ailleurs, les actions agressives au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est sont considérées non seulement comme des facteurs d'instabilité majeure dans les relations économiques internationales, mais aussi comme des obstacles au développement des pays intéressés à la mobilisation de leurs ressources intérieures.

50. La CNUCED a un rôle important et de caractère spécial à jouer dans le redressement de la situation actuelle des relations internationales. Elle doit donc être renforcée afin de pouvoir s'acquitter des fonctions qui lui ont été assignées dans la Stratégie internationale du développement. A ce titre, elle devra prendre des mesures hardies pour faire échec aux tendances protectionnistes de certains pays industrialisés. Elle devra procéder à des négociations en vue d'atteindre les objectifs pour la réalisation desquels elle a précisément été créée.

51. La délégation irakienne a noté avec satisfaction les progrès qui ont déjà pu être réalisés en ce qui concerne l'institution d'un système généralisé de préférences qui donnerait à une large gamme d'articles manufacturés et de produits semi-finis des pays en voie de développement accès aux marchés des pays riches. Elle exprime l'espoir que ce système pourra bientôt être appliqué dans le monde entier.

52. La CNUCED se doit de contribuer plus activement qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent au transfert des techniques aux pays en voie de développement, à l'amélioration des arrangements internationaux en matière de produits de base, à la solution des problèmes de l'environnement, à l'élimination des nouvelles entraves au commerce des pays en voie de développement et à la mise en valeur des ressources du fond des mers.

53. La délégation irakienne exprime l'espoir que la CNUCED saura trouver à sa troisième session les moyens de résoudre les problèmes économiques actuels qui constituent un danger réel pour les pays en voie de développement.

54. M. AMIRMOKRI (Iran) fait observer que de nombreuses études ont déjà été faites sur les causes du sous-développement et sur les mesures à prendre pour résoudre ce problème, l'une des grandes questions du siècle. La Stratégie internationale adoptée par l'Assemblée générale en 1970 représente la tentative la plus vaste qui ait jamais été entreprise par l'Organisation des Nations Unies en vue de résoudre ce problème. Du fait que la Stratégie a été approuvée par plus de 100 pays, de nouveaux espoirs ont été placés dans la communauté internationale. La Stratégie est le fruit de la reconnaissance du principe de la responsabilité internationale en matière de développement et elle pose les fondations d'une coopération internationale réelle. En outre, elle reflète une compréhension claire des problèmes du sous-développement ainsi que des besoins de pays à des stades divers de développement économique et elle propose des solutions. Il ressort nettement de la Stratégie que le commerce constitue la source principale de devises des pays en voie de développement. Or c'est précisément dans ce domaine que les événements récents ont aggravé une situation déjà peu satisfaisante. La diminution de la part des exportations des pays en voie de développement dans le commerce mondial et la tendance défavorable des prix des produits primaires par rapport à la tendance des prix des produits industriels durables et des biens d'équipement sont une source de préoccupation pour les pays en voie de développement. Depuis sa création en 1964, la CNUCED a pour tâche principale de favoriser le commerce international en vue de redresser la situation dans ce domaine. A ses deux premières sessions, la CNUCED a ouvert de nouvelles voies aux relations commerciales entre pays en voie de développement et pays développés et a suggéré plusieurs solutions en la matière. Toutefois, la crise actuelle est inquiétante et les faits et les chiffres font nettement ressortir l'aggravation de la situation dans les pays en voie de développement. En effet, l'institution d'un système généralisé de préférences venait à peine de marquer un premier pas quand une nouvelle vague de mesures protectionnistes a commencé à déferler des pays développés vers les pays en voie de développement. La situation a encore empiré du fait de la crise monétaire internationale qui se traduit pour les pays en voie de développement par une augmentation du coût du développement et par la détérioration des termes de l'échange.

55. Il n'est pas exagéré de dire qu'à sa troisième session la CNUCED trouvera que le monde est aux prises avec les mêmes problèmes chroniques qu'à ses deux premières sessions. Toutefois, si on accepte de voir dans les dispositions de la Stratégie des directives pour le commerce

mondial, la solution de ces problèmes pourra être entrevue à la troisième session de la CNUCED. Au nombre de ces problèmes, on compte notamment l'accès aux marchés des pays développés des articles manufacturés et des produits semi-finis des pays en voie de développement, sans réciprocité; la stabilisation des prix des produits primaires; l'octroi de ressources financières aux pays en voie de développement à des conditions plus favorables; le transfert des techniques; les mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés; les incidences de la crise monétaire sur le commerce mondial et le développement.

56. La délégation iranienne exprime l'espoir que la prochaine conférence parviendra à améliorer la situation actuelle et à réaffirmer son rôle prédominant dans la promotion du commerce mondial et du développement. La deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept a déjà évalué la situation et proposé des mesures concrètes en vue de résoudre certains des problèmes qui se posent aux pays en voie de développement. Il faut espérer que les pays développés coopéreront sincèrement à la solution des problèmes économiques des pays en voie de développement et que la troisième session de la CNUCED marquera un tournant dans l'histoire de la coopération internationale en faveur du développement économique et social.

57. La délégation iranienne insiste sur la nécessité de sensibiliser l'opinion publique au problème du sous-développement et au fait que le sous-développement constitue une menace à la paix mondiale, de lui faire acquérir le sens de la responsabilité mutuelle et de la mobiliser en vue de résoudre le problème. La Stratégie internationale du développement reconnaît l'importance de la mobilisation de l'opinion publique et le projet de résolution présenté par l'Uruguay et un certain nombre d'autres pays, dans le cadre de l'examen du point 45, reflète la même préoccupation.

58. M. ABDALLA (Soudan) déclare que l'examen annuel des tendances récentes du commerce et du développement montre que, malgré l'amélioration générale du commerce international et de l'économie mondiale, la position relative des pays en voie de développement dans leur ensemble continue à se dégrader. Alors que pendant les années 60 le revenu par habitant s'est accru de plus de 650 dollars dans les pays développés, il n'a augmenté que de 40 dollars environ dans les pays en voie de développement. L'endettement de ces derniers s'accroît à un rythme si inquiétant qu'il atteignait près de 60 milliards de dollars à la fin de 1969. Les apports financiers des pays développés aux pays en voie de développement sont en régression, aussi bien du point de vue du pourcentage qu'ils représentent par rapport au produit national brut que du point de vue de la proportion des capitaux publics pour le développement dans ces apports. L'inflation qui sévit dans les pays développés à économie de marché a des répercussions défavorables sur l'économie des pays en voie de développement qui, contre leur gré, doivent importer cette inflation et introduisent ainsi dans leur économie de nouveaux facteurs qui ne font qu'aggraver la situation existante.

59. La délégation soudanaise se rend pleinement compte de la gravité de la crise monétaire actuelle et estime

nécessaire de réformer le système monétaire international en tenant pleinement compte des besoins des pays en voie de développement quant à l'expansion de leurs échanges, à la diversification de leurs économies et au courant de l'assistance financière; de fait, la situation monétaire actuelle a porté un nouveau coup au commerce des pays en voie de développement en provoquant une diminution de leurs recettes d'exportation. La délégation soudanaise approuve sans réserve la déclaration du Groupe des 31 pays en voie de développement membres du Conseil du commerce et du développement relative aux incidences de la situation monétaire internationale actuelle sur le commerce mondial et le développement, en particulier des pays en voie de développement. Il va sans dire que la délégation soudanaise approuve également sans réserve les sections de la Déclaration de Lima qui se rapportent à la situation monétaire actuelle.

60. La délégation soudanaise s'intéresse vivement aux mesures prises dans le cadre de la CNUCED concernant les produits de base et la diversification. Elle estime que certains progrès ont déjà été réalisés dans ce domaine mais qu'il reste néanmoins beaucoup à faire. Dans sa décision 5 (VI), la Commission des produits de base reconnaît que la diversification est l'un des instruments principaux pour l'accélération du progrès économique et social des pays en voie de développement et trace les grandes lignes d'un programme d'action en la matière. Toutefois, pour être réalisée, la diversification exige une coopération internationale efficace et l'adoption d'une politique destinée à faciliter l'accès aux marchés des pays développés et l'obtention d'une assistance financière et technique propre à accroître la productivité et à améliorer la qualité des produits. La délégation soudanaise attache une grande importance aux recommandations visant à intensifier les travaux de recherche et à augmenter l'assistance technique pour ce qui a trait au coton, l'exportation de ce produit constituant la principale source de recettes de nombreux pays, notamment du Soudan.

61. Les arrangements préférentiels approuvés par le Conseil, sur la proposition du Comité spécial des préférences, représentent un progrès certain dans l'application de la résolution 21 (II) de la Conférence. La mise au point, par le Conseil du commerce et du développement, d'un système mutuellement acceptable de préférences généralisées, sans réciprocité ni discrimination, en faveur des pays en voie de développement représente, en elle-même, une initiative hardie qui s'écarte des notions et valeurs traditionnelles en matière de commerce international et donne une dimension nouvelle à la coopération économique internationale. La délégation soudanaise tient à exprimer sa gratitude à la Communauté économique européenne et au Japon, qui ont déjà mis leurs propres schémas en vigueur, et demande aux autres pays dispensateurs de préférences d'appliquer les leurs. A cet égard, la délégation soudanaise appuie sans réserve le projet de résolution<sup>1</sup>, qui recommande que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique soit invité à rapporter sans délai la surtaxe de 10 p. 100 sur les importations en provenance des pays en voie de développement et de prendre les mesures nécessaires pour appliquer son propre schéma de préférences généralisées aussitôt que

<sup>1</sup> TD/B/L.273.



possible, afin de donner effet à son engagement d'appliquer le schéma en 1971.

62. C'est un fait que les pays en voie de développement doivent s'industrialiser s'ils veulent diversifier leurs exportations. Toutefois, ils ne pourront atteindre cet objectif que s'ils reçoivent un courant accru d'assistance financière et technique. Or les pays développés sont encore loin d'atteindre l'objectif de 1 p. 100 du produit national brut fixé pour le volume total des transferts de ressources des pays développés aux pays en voie de développement. En outre, la valeur réelle des transferts de ressources accuse une diminution du fait de l'inflation qui sévit dans les pays industrialisés. Le Soudan ne peut tirer, pour sa part, que des avantages très limités du système généralisé de préférences en raison de son faible taux d'industrialisation; la délégation soudanaise estime donc que les organisations internationales intéressées devraient prendre les mesures nécessaires en vue de fournir une assistance financière et technique au titre de la création et du développement d'entreprises industrielles. Cette assistance est indispensable au Soudan et à un grand nombre d'autres pays en voie de développement, notamment aux moins avancés d'entre eux. En ce qui concerne ces derniers, la délégation soudanaise approuve qu'on ait pris l'initiative de mesures spéciales en leur faveur et considère qu'elles devraient comprendre notamment l'extension du système généralisé de préférences afin d'y inclure un nombre plus grand de produits agricoles traités et semi-traités, de produits primaires et de produits artisanaux. La délégation soudanaise exprime également l'espoir qu'un accord pourra être conclu à la troisième session de la CNUCED en vue d'éliminer les mesures restrictives en matière de contingents et les obstacles non tarifaires, afin que les pays en voie de développement puissent accroître leurs exportations vers les marchés des pays développés.

63. La CNUCED a fait faire de grands progrès à la coopération internationale en matière de transports maritimes. La délégation soudanaise exprime l'espoir que la Conférence pourra assurer l'application, sans grand délai, des mesures sur lesquelles l'accord a déjà pu se faire afin que les pays en voie de développement puissent participer davantage aux transports maritimes internationaux au cours de la deuxième Décennie du développement. Etant donné que la fermeture du canal de Suez a des répercussions désastreuses sur le développement économique et sur la balance des paiements d'un grand nombre de pays en voie de développement -- dont beaucoup comptent parmi les moins avancés --, la délégation soudanaise se félicite tout particulièrement du fait que cette question sera examinée à la troisième session de la CNUCED.

64. Elle appuie sans réserve le rapport du Groupe intergouvernemental du transfert des techniques<sup>2</sup>. Elle note avec satisfaction que la CNUCED accorde maintenant un grand intérêt à cette question du fait que la capacité d'absorption des techniques nouvelles est pratiquement nulle dans les pays en voie de développement et estime que priorité devrait être donnée à cet égard aux pays les moins avancés;

il faudrait à cet effet charger un groupe d'experts d'entreprendre, dans le cadre de la CNUCED, une étude de l'infrastructure et des compétences dont disposent ces pays en vue d'évaluer les avantages qu'ils pourraient tirer du transfert des techniques.

65. La délégation soudanaise appuie le Conseil du commerce et du développement dans ses efforts pour aider les pays les moins avancés et note avec satisfaction qu'il a pu établir des critères d'identification. La liste qu'il a approuvée des pays qui peuvent être considérés comme constituant le noyau des pays les moins avancés s'est révélée très utile à la Réunion ministérielle de Lima; celle-ci a confirmé cette liste et élaboré une série de mesures qui pourraient être prises en faveur de ces pays. La délégation soudanaise est convaincue que le Secrétaire général de la CNUCED tiendra dûment compte du programme d'action de la Réunion de Lima en faveur des pays les moins avancés lorsqu'il élaborera le programme demandé par le Conseil; la délégation soudanaise exprime l'espoir que le Secrétaire général de la CNUCED attirera l'attention sur les produits qui présentent un intérêt pour ces pays afin de les faire bénéficier d'un traitement préférentiel dans les accords de libéralisation des échanges.

66. La délégation soudanaise réaffirme son appui au projet de résolution sur le fonds multilatéral de péréquation des intérêts étant donné que le relèvement des taux d'intérêt ajoute à l'endettement des pays en voie de développement et entrave leurs efforts de développement. Elle souligne une fois de plus la nécessité d'établir un lien entre les droits de tirage spéciaux et l'octroi de moyens financiers additionnels pour le développement avant la prochaine allocation de droits de tirage spéciaux, en 1972. En outre, elle approuve le schéma relatif au financement supplémentaire.

67. Le Soudan s'intéresse tout particulièrement aux activités de la CNUCED relatives à la promotion des exportations et note avec satisfaction les progrès qu'elle a déjà accomplis en matière d'assistance technique dans le domaine du commerce international et des invisibles. Il se rend compte de l'importance de l'assistance dans ce domaine et il ne manquera pas de faire connaître ses besoins en la matière lorsqu'il procédera à ses activités de programmation.

68. La délégation soudanaise est d'avis que les pays en voie de développement devraient se rendre compte de la nécessité de développer la coopération économique et commerciale entre eux, s'attacher à devenir économiquement indépendants et mobiliser leurs propres ressources intérieures.

69. Elle remercie le Secrétaire général de la CNUCED d'avoir établi un projet d'ordre du jour judicieux pour la troisième session et est persuadée qu'il en résultera des réalisations concrètes.

<sup>2</sup> TD/B/365.